

Accords fiscaux—Loi

Les routes dans ma circonscription sont en majorité de terre—ce sont des chemins de terre sales et dégoutants. Les personnes vivant à leur proximité ne se donnent pas la peine de repeindre leur maison à cause de la poussière. À certaines périodes de l'année, les voitures s'enfoncent dans la boue jusqu'aux essieux. Et dire que nous sommes en 1986! L'autre grand problème concerne les services d'eau et le tout-à-l'égout. Comme ce domaine relève du gouvernement provincial, les ressources financières étaient insuffisantes pour permettre d'offrir de tels services à toutes les localités de Terre-Neuve, et même pas à la moitié d'entre elles. Moins de la moitié de ces localités ont l'eau courante et les réseaux communautaires d'alimentation en eau. Nous avons pris l'habitude de recourir au programme Canada au travail du ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, ainsi qu'aux programmes d'initiative locale, pour construire de petits réseaux d'aqueduc.

Cependant, quelque chose d'étrange s'est produit lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir. Nous avons tous entendu dire que les temps sont durs sous les conservateurs. L'histoire se répète et les temps sont durs de nos jours. Ce qui est arrivé, c'est que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a mis en oeuvre un nouveau programme qui, prétendait-on, ne mettrait plus l'accent sur les projets en voie de réalisation, mais sur la formation dont les gens ont besoin pour accomplir une tâche particulière. Cela, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration l'a déclaré à la Chambre à maintes reprises. On a ainsi mis fin au financement annuel sur une base régulière des réseaux d'aqueduc à des endroits comme Whales Gulch, Newville, Davidsville, et Indian Cove dans ma circonscription. Ce ne sont là que quatre des 200 localités que compte ma circonscription.

Hier, j'ai eu l'occasion de parler avec des résidents de ces localités. Ils m'ont dit que les travaux ont été arrêtés après deux étapes. Autrement dit, ils ont dépensé \$100,000 par année pour installer des conduites, et maintenant tout est au plan mort. C'est parce que les conservateurs ont pris le pouvoir et que les programmes ne remplissent plus les conditions d'admissibilité au financement. Le gouvernement provincial prétend qu'il ne peut pas fournir l'argent nécessaire à ces localités, car il ne l'a pas. Si j'éprouve parfois bien du mal à prendre au sérieux certaines questions que des députés trouvent absolument primordiales, c'est que je passe mes jours et mes nuits au téléphone à discuter des problèmes comme celui-là.

En réponse à la question du député, je dirai que oui, le gouvernement provincial va simplement changer son fusil d'épaule et réduire les crédits alloués aux immobilisations. L'avenir le dira, mais je prédis qu'au fil des années, on réduira dans le domaine de la construction du réseau routier, des réseaux d'aqueduc et d'égout. Ces deux services seront touchés.

• (1340)

Le gouvernement se décharge sur les provinces de son fardeau financier. Celles-ci ne reçoivent pas suffisamment d'argent pour maintenir le peu qu'elles ont. Il n'y a à Terre-Neuve qu'une seule université. Il y en a trois ou quatre en Nouvelle-Écosse et, au Nouveau-Brunswick, il y a des universités à Fredericton et Sackville. Il n'y a qu'une seule université à Terre-Neuve, et je dirais qu'il y a également moins d'hôpitaux qu'ailleurs.

Maintenant que la province voit réduire son budget, elle devra combler l'écart en réduisant d'autres immobilisations, sans pourtant augmenter les impôts. Comme vous le savez, les Canadiens qui vivent à Terre-Neuve paient plus d'impôts que ceux qui vivent dans n'importe quelle autre province. Certains pensent, à tort, que ce sont les Québécois qui paient le plus d'impôts. Terre-Neuve a les impôts les plus élevés de toutes les provinces. La taxe de vente, comme toutes les autres taxes, y est plus élevée. Comme le gouvernement ne peut se permettre de hausser les impôts, il transfère le fardeau d'une nécessité absolue à une autre nécessité absolue.

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir à nouveau la chance de me prononcer contre ce projet de loi. Je désire rappeler aux députés présents, à ceux qui nous regardent peut-être à la télévision dans leur bureau, et aussi au public, les paroles du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) qui affirmait qu'il s'agit d'un projet de loi déplorable. Évidemment, il n'a pas fait une telle déclaration cette année. Il l'a faite lorsqu'il était dans l'Opposition et s'en prenant alors à un projet de loi libéral.

Le fait est que le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des Finances (M. Wilson), mène un programme très simple. Il prévoit réduire les contributions fédérales au titre de la santé et de l'enseignement postsecondaire dans le but de forcer les gouvernements provinciaux à dépenser davantage. Évidemment, les députés qui parlent au nom du gouvernement diront qu'il y a augmentation des fonds. Ils n'oseraient pas soutenir que cette augmentation correspond à l'accroissement des coûts des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire, ou à l'accroissement des recettes gouvernementales parce que, bien sûr, tel n'est pas le cas.

Soutenir que le gouvernement verse autant ou plus qu'il y a quelques années n'a aucun rapport avec la question. Lorsque les coûts, les taxes et les recettes fédérales augmentent, les universités et les services médicaux aussi ont besoin de revenus accrus. Les soins de santé et l'enseignement postsecondaire ne sont pas des articles de luxe, ce sont des nécessités. Le gouvernement a décidé de ne verser que le tiers environ de l'augmentation que justifierait l'accroissement de ses propres revenus et dont ces services auraient besoin juste pour compenser la hausse des coûts des services.

Il ne s'agit pas là d'une idée nouvelle. Le gouvernement n'a fait aucune trouvaille. Il se contente de refaire ce que le gouvernement libéral avait fait avant lui, ce qu'il avait alors vertement critiqué. Le ministre des Finances se montrait tout indigné et avait l'air de croire à ce qu'il disait quand il blâmait le gouvernement libéral de faire ce qu'il fait lui-même à l'heure actuelle. D'autres députés d'en face en avaient dit autant.

Quand le ministre des Finances était dans l'Opposition, il disait que le gouvernement libéral voulait refiler le problème aux provinces et faire passer le fardeau fédéral du déficit sur les épaules provinciales. Il n'était bien sûr pas le seul à exprimer cette opinion. Ses collègues, dont la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) et le député de Missis-sauga-Sud (M. Blenkarn) ont tous dit la même chose.

Maintenant que le ministre des Finances a traversé le parquet de la Chambre pour siéger à la droite du Président, il adopte la politique même qu'il avait condamnée avec tant de vigueur il n'y a pas si longtemps. Le ministre des Finances